Les droits de la propriété et l'image de Dieu

Joseph Isaac Lifshitz

Le judaïsme, dit-on, se soucie des nécessiteux. Aussi cherche-t-il à remédier aux différences de revenu, considérées comme l'origine réelle de la pauvreté, ou à les supprimer. Puisque les riches tendent à se montrer avarés et cruels, ajoute-t-on, et à en croire certains ne méritent pas leur fortune, on ne peut ni ne doit leur confier le soin des pauvres comme cela se faisait à l'époque pré-moderne. Seul un État agissant afin d'améliorer la condition des pauvres au moyen des impôts et de la redistribution, et visant à plus d'égalité économique entre ses citoyens, peut être authentiquement considéré comme "juif".

La tradition juive insiste sur le fait que l'homme est capable d'avoir un impact puissant sur l'univers matériel et le devrait. Cette insistance se manifeste à travers une vision fortement différente des droits de la propriété. Tout comme le christianisme, le judaïsme part de l'idée que l'homme fut créé « à l'image de Dieu ». Le judaïsme, cependant, lit ces mots dans une tout autre perspective.

La différence réside dans la conception juive classique des *fins* de la propriété. Pour le judaïsme, à l'encontre du christianisme, le but premier n'est pas l'usage mais le contrôle des biens possédés. Si les sources talmudiques tendent à tempérer le pouvoir de l'homme en présence de Dieu, c'est cette emprise qu'elles essaient de modérer – non dans la relation à autrui, mais afin d'exalter la puissance divine.

Ainsi, dans la perspective du judaïsme, le corps et l'âme de chaque être s'enracinent-ils dans le monde matériel. Cependant, le fait que seul l'homme fut créé à l'image de Dieu élève son existence au-dessus du strict plan matériel. La divinité inhérente à l'homme le met à part de toutes les autres créatures sur terre : il n'est pas simplement fait de chair et de sang, il est une « portion du

Dieu du ciel », un être terrestre contenant un élément de l'essence divine. Cette dichotomie unique de l'être humain ne signifie pas que l'homme doive s'isoler du monde matériel, ni qu'il doive diriger tous ses actes exclusivement vers Dieu ; sa place est au contraire ici, en ce monde, en tant que partie intégrante de l'existence matérielle. Il lui appartient d'exercer sa domination sur la création, de canaliser ses efforts pour agir sur ce monde matériel et l'élever à un niveau supérieur.

Cette suprématie trouve d'abord son expression dans le fait de jouir des bienfaits de la création. Alors que le christianisme ne laisse l'homme en tirer profit qu'afin de mieux atteindre son but premier, la tradition juive enseigne qu'il a le droit, voire le devoir, de trouver plaisir en ce monde. Il ne s'agit nullement d'avaliser les théories hédonistes ; mais bien de permettre à l'homme d'actualiser le potentiel caché de la création et, ce faisant, d'amener l'œuvre de création à son accomplissement. En jouissant du monde, l'homme lui injecte un contenu spirituel qui sert de lien entre le Créateur et la création. « Si quelqu'un voit de belles créatures et de beaux arbres, nous apprend le Talmud, il dit : "Béni soit celui qui possède un tel monde." » Il ne s'agit pas d'un simple témoignage de gratitude, mais d'un acte d'élévation des choses terrestres. C'est la raison pour laquelle les rabbins enseignaient que « l'homme devra rendre compte de tout ce qu'il perçoit avec ses yeux et dont il ne se réjouit pas. » Quand nous nous privons des expériences de ce monde, fût-ce des plaisirs les plus simples, nous coupons la création divine de sa source la plus élevée et la condamnons à une existence brute et grossière. Le judaïsme insiste pour que l'homme ne se limite pas au strict nécessaire, mais se réjouisse au contraire des biens de ce monde, expression de sa domination sur lui.

Cette suprématie signifie en outre que l'homme est contraint d'assumer la responsabilité de la protection et de la conservation du monde. Les rabbins l'ont résumé de façon très succincte dans la parabole suivante :

« De l'instant où Dieu a créé l'homme, il l'a mis devant tous les arbres du Paradis et lui a dit : 'Vois l'œuvre de mes mains, comme elle est belle et merveilleuse. Tout cela je l'ai créé pour toi. Mais prends garde de ne pas gâter ou détruire mon monde car, si tu le faisais, nul ne le réparerait.' »

L'homme est appelé à prendre soin du monde car il lui a été confié comme à un être responsable. En créant Adam et Ève, Dieu leur a commandé de « dominer les poissons dans la mer et les oiseaux dans l'air » [Gn 1:28].

La tradition juive fait clairement apparaître que l'autorité de l'homme sur toutes les autres créatures est sans équivoque. Mais on lui enjoint en même temps d'agir dans la sphère matérielle de façon responsable. Quand Dieu plaça l'homme dans le jardin d'Éden, il lui commanda « de le cultiver et de le garder » [Gn 2:15] – d'en tirer profit, certes, mais également de le protéger à l'intention des générations à venir.

Ce n'est cependant ni par le profit qu'il tire du monde, ni par la façon dont il le protège, que l'homme donne le plus vif témoignage de ses facultés de maîtrise – mais dans ses aptitudes uniques de *créateur*, manifestation la plus forte de ce qu'il fut créé à l'image de Dieu.

Les pères de l'Église soutenaient que le monde appartient à Dieu et que l'homme, en état de péché, n'a aucun droit à exercer sur lui une domination absolue. Le judaïsme, en revanche, souligne que l'homme doit non seulement s'engager dans le monde, mais aussi le perfectionner au moyen d'actes créateurs. La dynamique créatrice qui l'anime est l'expression ultime de son statut unique. Selon les rabbins, l'homme est contraint de « créer des mondes ». Ainsi le Saint Béni Soit-Il dit-il aux justes : « Vous me ressemblez. (...) Je crée des mondes et fais revivre les morts, et vous aussi. »

La puissance de l'humanité, selon les rabbins, est presque illimitée. Comme Dieu, qui « renouvelle la création chaque jour encore et encore », l'homme est

lui-aussi doté du pouvoir suprême qui lui permet de créer des mondes. En tant que tel, il remodèle la réalité selon son esprit humain – un esprit qui, avec sa parcelle de divinité, amène le monde matériel à s’accomplir à travers son élévation. Ainsi l'homme fait-il partie intégrante du processus de la création, qui a besoin de son intervention pour s’achever. Tout ce qui fut créé lors des six jours de la création du monde, dit le Midrash, « nécessite encore du travail ». Il n’est pas jusqu’aux plus petites choses, apparemment banales, qui n’aient besoin de la contribution de l'homme pour parvenir à leur aboutissement. « Même une graine de moutarde doit être adoucie et le blé doit être moulu. » L’acte de création par excellence, cependant, reste sans nul doute la procréation. Ensemble, l'homme et la femme mettent une nouvelle âme au monde, expression ultime de la part de divin en l’homme. Ainsi, à l'instar de leur créateur, ils « créent des mondes et font revivre les morts », devenant d’authentiques partenaires de la création.

Le rôle de l'homme, pour le judaïsme, se fonde sur la notion qu’ayant été créé à l’image de Dieu il lui appartient de dominer le monde – une domination qui s'exprime par l'obligation d'en profiter, d'en assumer la responsabilité, et de le perfectionner à l'aide d'actes de création.

Mais le judaïsme ne se limite pas à poser le rôle des hommes en tant qu'individus. L’un de ses objectifs fondamentaux est de créer un certain type de société, le mieux adapté possible à la singularité du rôle de l'homme. Ce qui signifie que l’idée de la suprématie humaine s'exprimera non seulement à travers la théorie et la parabole, mais encore à travers la loi. À cet égard, l'institution la plus importante – celle qui, dans la perspective du judaïsme, se trouve à la base même de la société – est peut-être l'institution de la propriété privée.

La création de l'homme à l’image de Dieu et, par conséquent, son devoir de domination sur le monde, sont les bases sur lesquelles repose le concept juif de

propriété. Dans le judaïsme, le droit à la propriété privée est quasi absolu, et ne saurait être limité que dans les circonstances les plus extrêmes. En accord avec le rôle de l'homme dans le monde, ce n'est qu'à travers la protection de la propriété individuelle que les êtres humains pourront donner réalité à l'image divine qui réside en eux et s'associer pleinement à la création.

La propriété (entendons-la comme la pleine souveraineté sur quelque chose) constitue donc une pierre angulaire de la loi juive, et sa protection est un thème récurrent dans la Bible et les enseignements rabbiniques. L'importance que la Torah accorde au droit de propriété est évidente au regard des nombreux interdits concernant la propriété d'autrui :

- « Tu ne déplaceras pas les bornes de ton prochain » [Dt 19:14] – l'interdiction de voler des terres est là posée ;
- « Tu n'auras pas dans ta besace poids et poids, l'un lourd et l'autre léger, tu n'auras pas dans ta maison mesure à grain et mesure, l'une grande et l'autre petite [...] car quiconque agit de la sorte [...] est en abomination pour l'Éternel ton Dieu » [Gn 25:13-14, 16] – l'acquisition frauduleuse d'un bien est ici prohibée ;
- « Si tu vois s'égarer le bœuf ou le mouton de ton frère, tu ne t'en détourneras pas, tu les ramèneras à ton frère » [Dt 22:1] – le verset interdit de négliger le bien d'autrui, même s'il ne nous a pas été confié, et rend sa restitution impérative.

En affirmant délictueux tout ce qui provoque la perte de la propriété d'autrui, la Torah souligne l'importance de l'institution de la propriété privée. Ceci apparaît à titre de principe général dans un certain nombre de versets, comme « Tu ne voleras pas » [Dt 5:19] ; « Si le voleur est trouvé faisant effraction... » [Ex 22:1] ; « Tu ne commettras pas de fraude envers ton prochain » [Lv 19:11] – et tout particulièrement dans le dixième commandement : « Tu ne convoiteras pas

la maison de ton prochain (...) ni son bœuf (...) ni son âne (...) ni rien de ce qui lui appartient » [Dt 5:21]. L'interdiction dépasse là l'acquisition illicite de la propriété et inclut jusqu'au fait de convoiter le bien d'autrui.

L'importance des droits de propriété et le devoir social de les conforter se voient également soulignés dans le *corpus* des écrits juridiques. Selon la Halakha, par exemple, un transfert de propriété n'est valable que s'il s'accompagne d'un acte signalant l'acquisition, comme la construction d'une barrière ou la destruction d'une barrière existante. Ces faits attestent de la prise de possession par le nouveau propriétaire ou, tout au moins, du renoncement de l'ancien à ses droits. La souveraineté d'un propriétaire sur sa propriété se marque non seulement par le droit qu'il a de la transmettre à autrui, mais aussi par sa faculté d'en user à sa guise, quand bien même il la négligerait ou la mènerait à sa perte.

Conclusion

Étudions à présent de quelle façon le judaïsme appréhende la liberté des marchés. Il est très difficile d'extraire des textes juifs une théorie économique précise. Nous trouvons d'une part des arguments justifiant l'existence d'une régulation des marchés ; de l'autre, la défense des droits de la propriété privée comme élément majeur, et des prises de position générales en faveur du jeu spontané des marchés. Peut-on parvenir à une conclusion significative à partir de ces principes contradictoires ?

Après avoir pris en compte tous les arguments exposés dans les textes juifs, il serait tentant d'affirmer que la tradition juive ne s'est jamais souciée de théorie économique, voire même qu'elle est opposée au principe de liberté des marchés. Mais il convient, pour juger les sources juives comme il se doit, d'éviter tout anachronisme et donc de les replacer dans leur contexte historique. Il importe de

prendre les principes fondamentaux de la loi juive en considération, plutôt que telle ou telle loi spécifique.

Nous pouvons conclure sans risque que la loi juive ne comprend pas de projet définissant les règles de fonctionnement d'un marché économique doté de succès. Elle n'a jamais tenté, du reste, d'élaborer pareil projet. Le Talmud se limite à l'aspect théologique : qui veut s'enrichir doit s'engager à profusion dans les affaires, et négocier avec honnêteté. Pour autant, il n'est jusqu'au plus petit engagement commercial qui ne doive s'accompagner de prières pour que « Celui qui détient toutes les richesses » nous accorde sa pitié.

La loi juive n'est pas opposée au principe d'une régulation. La réticence à poser des pratiques économiques n'est motivée que par des préoccupations d'ordre théologique. De fait, la tradition juive ne rejette ni le jeu spontané des marchés, ni leur régulation par le politique. Dès les premières errances dans le Sinaï, le régime politique adopté par le peuple juif s'est inspiré de sources étrangères. Le beau-père de Moïse lui-même, Jethro, prêtre de Madian, proposa une méthode menant à l'instauration d'un système juridique efficace. De même le principe de la royauté fut-il importé des pays voisins. La Torah n'a vu aucun mal à adopter des formules politiques influencées par l'étranger, ce que confirme la parole des Sages : « Que Dieu étende Japhet, c'est-à-dire que la beauté de Japhet soit dans les tentes de Chem. » La Torah n'aspire pas à créer des systèmes originaux améliorant la vie ou l'efficacité du système politique. Nulle part elle ne propose de solution en vue d'aboutir à un régime politique pacifique ou à la prospérité des marchés.

Quelles sont alors ses propositions ? Afin de répondre, consultons Friedrich Hayek, économiste et philosophe du 20^e siècle. Hayek prétendait qu'aucun système économique ne pourrait créer une économie saine. L'économie dépend des lois, mais sans reposer sur des principes sains aucune loi ne portera ses

fruits. C'est à ce niveau précisément que la Torah contribue à résoudre nos problèmes.

En effet, les objectifs de la tradition juive sont principalement religieux et éthiques ; de manière générale, elle établit des principes légaux, des principes religieux et des principes constituant un guide de vie équilibrée et éthique. La hiérarchie de ces principes et leur interdépendance demeurent bien entendu fondamentales. Ainsi le principe de charité, si important soit-il, reste soumis au principe de la propriété privée et ne permet pas de restaurer la justice. Il semblerait également que la notion de justice distributive s'oppose au principe juif de propriété privée.

Comme je l'ai écrit ailleurs, la charité n'est pas le seul moyen de venir en aide aux nécessiteux. La générosité est bien plus efficace, et donc plus valorisante, qui consiste à accorder de l'aide aux nécessiteux de telle manière que leur dignité soit préservée : nous parlons là de l'investissement. Le fait d'accorder des prêts afin d'aider autrui à rétablir son statut social, ou afin de l'aider à s'enrichir, a un impact plus fort que la simple charité. La charité d'une part, la générosité d'autre part contribuent toutes deux au marché en ce qu'elles favorisent la croissance et la prospérité. Mais investir et prêter de l'argent est plus valorisant, car cela permet aux uns et aux autres de créer leur propre richesse.

Les choses se compliquent lorsque nous abordons la question de la régulation du marché. La raison en est que le même principe qui protège l'individu contre le jeu de la concurrence, et lui donne le droit d'attendre la mise en place de régulations, prévoit aussi l'absence de régulations. Les individus soucieux de préserver leur propriété privée pourraient exiger le règne de la libre concurrence afin de concourir à sa prospérité. En pareil cas, la détermination du système générant le plus de prospérité pour le plus grand nombre sera le facteur décisif.

En fin de compte, que l'on croie ou non au libre marché, la tradition juive favorise un système fondé sur la spontanéité, élément fondamental dans une économie de marché. Les défis et l'intelligence humaine doivent être, à chaque époque, soumis à la loi juive.

Tout ceci induit-il un soutien juif inconditionnel au marché libre ? Ce n'est pas évident. Cette incertitude ne provient pas du fait qu'il y aurait quelque chose d'intrinsèquement mauvais dans le principe de la liberté des marchés, mais plutôt de ce qu'il serait problématique de considérer le marché libre comme un système délibérément garant de prospérité.

Finalement, rien ne saurait préjuger de la réussite. Les Juifs doivent se contenter de « s'engager dans les affaires de manière correcte et de négocier avec honnêteté », tout en « implorant la pitié de Celui à qui appartiennent toutes les richesses ».